

Libre propos (suite et fin)

Les guerres civiles de l'opposition gabonaise : en avant vers le passé

*Flavien ENONGOUÉ

Libreville/Gabon

POUR tenter d'éclairer l'opinion, le quotidien L'Union eut le mérite d'y consacrer un dossier le lendemain, riche d'informations sur le lieu, le moment, les acteurs et les discours. On apprendra ainsi qu'ils étaient finalement cinq candidats, au lieu de onze, à s'être ralliés à André Mba Obame, à savoir : le président du Rassemblement pour le Gabon (RPG), Paul Mba Abessole, et les candidats indépendants Jean Eyeghe Ndong, Jean Ntoutoume Ngoua, Mehdi Teale et Claudine Assayi Ayo. Il se dégagea manifestement de cette action incidente de fin de campagne, le constat désabusé d'une confusion qui, selon les journalistes, « montre à suffisance, la difficulté de l'opposition gabonaise à s'unir. Préférant satisfaire leurs égos respectifs, alors qu'ils savent tous qu'une telle attitude a pour conséquence de disperser les suffrages des "forces du changement" entre 18 candidats. Ce qui ne peut que renforcer les chances du camp adverse au détriment du changement qu'ils prônent tant. Le peuple appréciera à l'avenir » (L'Union, 29 août 2009, p.4).

En réalité, le peuple ici interpellé par les journalistes avait déjà vécu des épisodes similaires, manifestations du mal radical dont souffre l'opposition depuis 1990, et savait qu'à milles lieues des intrigues nocturnes de London, d'autres membres éminents de la famille battaient tranquillement campagne, ici et là, à travers le pays. Qu'il s'agisse de Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du Parti social-démocrate (PSD), fraîchement de retour d'un long séjour à l'autre rive, de Zacharie Myboto, président de l'Union gabonaise pour la démocratie et le développement (UGDD), où de Pierre Mamboundou Mamboundou, estimant que la problématique de la candidature unique de l'opposition devrait être examinée autour de lui, en raison de l'état des services rendus à la famille depuis au moins une décennie. Outre qu'il avait déjà été, à deux reprises, le challenger d'Omar Bongo Ondimba en 1998 et 2005, recueillant respectivement 16,54% et 13,57%, il se présentait à cette élection avec le soutien de cinq partis membres de l'Alliance pour le changement et la restauration (ACR), à savoir : le PDS de Séraphin Ndaot Rembogo, le RNB de Pierre-André Kombila Koumba, l'UPNR de Louis-Gaston Mayila, le PSG de Moussavou King et son propre parti, l'UPG.

Il n'hésitait guère à instruire un procès en illégitimité politique contre tous ces nouveaux venus qui nourrissaient d'emblée la prétention folle d'enfiler la tunique de chef de l'opposition, au prétexte qu'ils disposaient du nerf de la guerre. C'est d'ailleurs symptomatique que la première action commune avec Zacharie Myboto n'intervint que dans le contexte de contestation des résultats de la présidentielle de 2005, alors que ce dernier était déjà en rupture de ban avec le pouvoir deux ans auparavant.

Procès déjà d'actualité en 1993 pas de la part des acteurs de l'opposition de l'époque qui, au contraire, se réjouissaient d'accueillir, à bras ouverts, les démissionnaires du PDG, mais des dirigeants de ce parti, prompts à fustiger les anciens camarades partis chercher fortune politique à l'autre rive. Je me souviens de la tirade du Secrétaire général d'alors, Jacques Adiahenot, raillant « la foire au trône » dans les rangs de l'opposition, à la tribune du 6e Congrès extraordinaire convoqué pour investir Omar Bongo comme candidat à l'élection présidentielle de décembre 1993, et faisant le constat amer d'une opposition « devenue le maquis des anciens dirigeants du parti unique » (Discours

d'ouverture, 30 octobre 1993). Il avait sans doute à l'esprit la demi-dizaine d'anciens camarades qui s'étaient portés candidats à cette élection : Jules Aristide Bourdès Ogouliguende (3,38%), Alexandre Sambat (2,59%), Didjob Divungui Di Ndinge (2,20%), Jean-Pierre Lemboumba Lepandou (1,38%) et Léon Mebiame Mba (0,38%).

Constat de l'époque, mais qui est encore plus d'actualité, puisque ce sont d'anciens camarades qui sont aujourd'hui les maîtres du jeu dans l'opposition dans un contexte juridique plutôt différent.

En effet, depuis l'adoption, en 2003, du scrutin majoritaire à un tour, les acteurs de l'opposition n'ignorent pas la nécessité de nouer les alliances électorales jusqu'à une candidature unique, pour espérer vaincre le signe indien de l'alternance. Auparavant, la perspective juridiquement ouverte d'un second tour rendait envisageable la conclusion d'alliances, circonstancielles ou préalablement conçues, dans la période de l'entre-deux-tours ; même si la prise en compte de la nature des relations entre les acteurs n'incitaient guère à l'optimisme, quant à l'éventualité d'une cicatrisation, en un laps de temps, des blessures du combat politique dont Omar Bongo était certes la cible principale mais pas exclusive. Répliquant à une contestation permanente et injuste de son leadership, Paul Mba Abessole, sûr de lui et dominateur à la tête d'un « parti éléphant », le RNB, disait publiquement ne rien attendre des « partis gazelles » dirigés par ses partenaires de l'opposition. En ligne de mire : le PGP de Pierre-Louis Agondjo Okawe, le PSD de Pierre-Claver Maganga Moussavou, ainsi que ses anciens amis politiques éparpillés dans les différentes chapelles du Morena, et dont certains lui vouaient, en retour, une haine viscérale.

Demain, en 2016, comme hier en 2009 et avant-hier en 1993, en passant par 2005 et 1998, il n'y aura pas de candidat unique de l'opposition ; sauf un miracle politique témoignant de ce que le Gabon a changé à mon insu, et qu'a pris spectaculairement fin ce que j'ai requis d'appeler ici, en exagérant à peine, les guerres civiles de l'opposition gabonaise, en échos à ce qu'a écrit Alain Duhamel, l'année dernière, à propos des querelles au sein de la droite française sous la Ve République : « *On ne s'y affronte pas à la régulière, on ne s'y combat pas à la loyale. On n'y connaît que les duels à mort, les petits meurtres entre amis, les trahisons absolues, les vendettas éternelles, les haines recuites, bref les guerres civiles* » (A. Duhamel, Une histoire personnelle de la Vème République, Paris, Plon/Points, 2014, p.299).

On aura ainsi remarqué chez nous, au cours de l'année qui s'achève, que tout a été prétexte à l'affrontement public. Ainsi de nombreuses polémiques nées autour de l'opération de révision des listes électorales, au centre notamment des invectives entre deux responsables de coalitions politiques de l'opposition : Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du PSD, par ailleurs président en exercice du l'Union des forces de l'alternance (UFA), et Simon Adolphe Evoua, de la Convention des partis démocrates et républicains de l'opposition (CPDRO).

Autre sujet de discorde, le Conseil national de la démocratie (CND). Ceux de l'opposition qui ont choisi d'y siéger à la suite de sa reconfiguration au premier trimestre de cette année, comme Séraphin Ndaot Rembogo, qui en assure la présidence, où l'ont rejoint, récemment, Louis-Gaston Mayila, Jules Aristide Bourdès Ogouliguende et Richard Moulomba Mombo, sont accusés par ceux du front du refus d'avoir trahi la cause consistant à contraindre le pouvoir à organiser un dialogue national « inclusif et sans tabou », à défaut d'une Conférence nationale souveraine.

Tout comme la querelle en paternité du Front uni de l'opposition pour l'alternance (FUOPA), dont l'ancien Premier Ministre Jean Eyeghe Ndong a attribué récemment l'initiative à Jean Ping, au détriment des gardiens du temple de l'ancienne Sobraga. Nul besoin de rappeler les propos aigres-doux échangés au sujet de l'option stratégique à adopter contre le pouvoir sur la problématique des réformes institutionnelles que certains posent comme préalables à l'organisation des élections en 2016. Toujours est-il que, dans « l'inévitable foisonnement » qui s'annonce, on peut déjà tenir pour acquises les candidatures de Jean Ping et de Pierre-Claver Maganga Moussavou, en tournée dans le pays, depuis quelques mois, ainsi que celle qui portera officiellement les couleurs de l'Union nationale (UN).

Pour prétendre à l'éligibilité politique, somme toute relative, il ne restera au premier, après l'échec de l'offre publique d'achat (OPA) sur l'UN, qu'à continuer à braconner dans les rangs des dirigeants et cadres éminents de ce parti jusqu'à la veille de l'élection, avec l'espoir qu'il sera positivement fait suite à l'appel, par certains d'entre eux, à la nécessité d'un « vote stratégique » (Richard Balme). Dans le cas présent, il vise « à provoquer le pire aujourd'hui », par l'élection de Jean Ping, « pour obtenir le meilleur demain » pour la Communauté. C'est le maire d'Oyem, Vincent Essono Mengue, qui, dans une incroyable posture victimaire, a eu le courage politique d'exprimer tout haut le sens d'un tel soutien.

Quant à Pierre-Claver Maganga Moussavou, qui doit l'essentiel de sa notoriété politique, d'abord au score relativement honorable (3,65%) qu'il obtint à l'élection présidentielle de 1993, et pour lequel il fut

considéré, à juste titre, comme la révélation politique de ce scrutin, ensuite aux victoires récurrentes contre le PDG à Mouila, dont il est aujourd'hui le maire, son éventuelle éligibilité politique en 2016 ne peut se concevoir que s'il réussit à chasser fructueusement sur les terres électorales laissées vacantes par le défunt Pierre Mamboundou Mamboundou, particulièrement dans le Sud et les zones de migrations « meriè ».

Enfin, le futur candidat de l'UN, fort d'un potentiel électoral réel dans le Nord et dans l'Estuaire, devra, pour espérer intégrer éventuellement le cercle très restreint des éligibles politiques, disposer d'une équation personnelle lui permettant d'espérer des suffrages dans le reste du pays où le parti n'existe pas ou presque, comme l'a constaté, récemment, Jean Eyeghe Ndong, à la faveur de ses tournées avec Jean Ping. Ce qui, en vérité, n'est que le constat d'une traduction politique parfaite des résultats de 2009 ; ainsi que je l'ai démontré à travers l'évaluation de la dimension communautaire des préférences. Simples conjectures, me diront certains ; encore faudrait-il qu'ils y opposent des véritables réfutations et non, comme souvent, des anathèmes politiques tenus pour « lieux et noms de la vérité ».

Maître-Assistant de Philosophie politique
Université Omar Bongo (UOB)

Erratum

UNE malencontreuse erreur s'est glissée dans la première partie du Libre propos, paru hier dans nos colonnes. Au lieu de "Après", il fallait plutôt lire : "**Arès, dieu de la guerre dans la mythologie grecque.**"

